

VD_FINDINFO HC / 2013 / 466 vom 24. Mai 2013

VD Tribunal cantonal, 2013-05-24, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_HC___2013___466

FR: VD_FINDINFO HC / 2013 / 466 du 24 mai 2013

IT: VD_FINDINFO HC / 2013 / 466 del 24 maggio 2013

Regeste

MODÉRATION, HONORAIRES CALCULÉS EN FONCTION DU RÉSULTAT POSITIF, AVOCAT, REJET DE LA DEMANDE | 12 let. e LLCA, 45 al. 1 LPAv, 50 LPAv, 51 LPAv

Erwägungen

E. 1

En vertu de l'art. 51 LPAv, la décision de modération peut faire l'objet d'un recours. Celui-ci doit être adressé à la Chambre des recours du Tribunal cantonal (art. 73 al. 2 LOJV [loi d'organisation judiciaire du 12 décembre 1979, RSV 173.01]). Toujours selon cette même disposition, le délai de recours est de trente jours dès la notification de la décision et la procédure est fixée par la LPA-VD (loi du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative, RSV 173.36). L'art. 79 LPA-VD, applicable par renvoi de l'art. 99 LPA-VD, précise que l'acte de recours doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours (Jomini, Les honoraires et débours de l'avocat vaudois et leur modération, in JT 1982 III 2ss, spéc. n. 4, p. 4). En l'espèce, le prononcé de modération a été notifié aux parties le 17 octobre 2012 et reçu par le recourant le 18 octobre 2012. Mis à la poste sous pli recommandé le 19 novembre 2012, le recours a été formé en temps utile. Motivé et signé par une partie qui a un intérêt digne de protection (art. 75 LPA-VD), le recours est recevable.

E. 2

Le recourant ne peut pas prendre des conclusions qui sortent du cadre fixé par la décision attaquée. Il peut en revanche présenter des allégués et moyens de preuve qui n'ont pas été invoqués jusqu'alors (art. 79 al. 2, 2^{ème} phr. LPA-VD). En l'espèce, les pièces nouvelles produites par le recourant et les intimés sont recevables. Au vu des motifs exposés ci-dessous, les mesures d'instruction requises par le recourant ne se révèlent pas pertinentes et n'ont ainsi pas à être ordonnées.

E. 3

Selon l'art. 76 LPA-VD, la partie recourante peut invoquer la violation du droit, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation (a), la constatation inexacte ou incomplète de faits pertinents (b) et l'inopportunité (c). La Chambre des recours dispose d'un libre pouvoir d'examen en fait et en droit. En cas d'admission du recours, elle réforme la décision attaquée ou l'annule. S'il y a lieu, elle renvoie l'affaire à l'autorité intimée pour nouvelle décision (art. 90 LPA-VD).

E. 4

Le refus de comptabilisation du chèque bancaire de 2'206'965 fr. 50 Le recourant invoque le fait que les époux C. _____ n'ont pas renseigné le premier juge au sujet du solde créditeur exact que W. _____ SA garde aujourd'hui pour le dépôt hors-bilan de Q. _____ Ltd, alors qu'ils auraient pu conserver cette somme. Le cas échéant, elle devrait donc être ajoutée aux gains encaissés. Le recourant n'expose pas en quoi le premier juge aurait procédé à une constatation manifestement inexacte des faits en écartant ce poste. En outre, il n'indique pas quelles étaient les prétentions initiales des parties et on ignore dès lors à quel titre ces chèques auraient été tirés par les époux C. _____ et pour quel motif leur partie adverse aurait contesté ces prélèvements. Il n'est ainsi pas possible au juge de la modération de déterminer si l'une ou l'autre des parties a véritablement obtenu gain de cause ou si certaines prétentions n'ont été émises que de manière factice. Une comparaison entre un statut des prétentions des parties avant et après le litige s'avère impossible. A cet égard, l'expertise comptable requise par le recourant, en elle-même concevable en vertu de l'art. 28 al. 2 LPA-VD, ne serait d'aucun secours puisqu'elle ne pallierait pas le manque de formulation des prétentions respectives des parties.

E. 5

La déduction de l'impôt anticipé de 35% sur le dividende brut total de 3'010'384 francs (recte : 3'001'384 fr. 60) Au regard des dividendes distribués par G. _____ SA, T. _____ SA et F. _____ SA et encaissés par les intimés entre 1996 et 2007 (pièce 178), le recourant reproche au premier juge d'avoir uniquement tenu compte des montants nets après déduction de l'impôt anticipé à la source de 35%, alors que les intimés ont obtenu le remboursement de cet impôt et que le résultat total pertinent devrait être évalué objectivement avant impôts, tout comme les autres postes examinés par le premier juge. En outre, un dividende supplémentaire de 470'000 fr. perçu pour l'année 2007 aurait également dû être pris en compte. Selon le recourant, il s'agit d'une erreur du premier juge, qui n'expliquerait en outre pas pour quelle raison les dividendes devraient être soumis à un traitement distinct par rapport aux autres revenus perçus par les époux C. _____. Le premier juge a effectivement admis que la succession a renoncé à sa créance en restitution des dividendes votés et distribués lors des exercices précédents, mais pour un montant net de 1'950'000 fr. et non pour un montant brut de 3'001'384 fr., comme le voudrait le recourant. Celui-ci a toutefois raison lorsqu'il affirme d'une part que, conformément aux art. 22 et 31 LIA (loi fédérale sur l'impôt anticipé du 13 octobre 1965, RS 641.21), les intimés ont obtenu le remboursement de l'impôt anticipé, et d'autre part lorsqu'il souligne que, pour les autres postes du résultat examiné par le premier juge, ce dernier n'a pas tenu compte d'impôts éventuels, mais de montants bruts. Sur ce point, on peut donner raison au recourant.

E. 6

La prise en charge par la succession A.R. _____ des frais hors procès des intimés (1'509'777 fr.) Le recourant allègue que le premier juge aurait, à tort, refusé de tenir compte de la renonciation de B.R. _____ à revendiquer le montant de 1'509'777 fr. représentant l'intégralité des honoraires des mandataires des époux C. _____ pour la défense de leurs intérêts entre février 2002 et décembre 2005, que ceux-ci avaient fait porter sur la succession A.R. _____. Selon V. _____, le fait pour le premier juge de considérer qu'il n'y avait pas eu de gain véritable sur ce point ne repose sur aucune assise sérieuse. Il s'agirait en fait d'un avantage financier remarquable, « qui ne trouve aucun précédent publié en Suisse à la connaissance du recourant » (recours, p. 32). Sur ce point, le

recourant prouve l'existence d'une sommation du 22 juin 2004 de B.R. _____ aux intimés de lui restituer sans retard l'ensemble de ses actifs (pièce 50), puis ultérieurement en 2006 (pièce 181). Il y a également eu des négociations entre parties à ce sujet (pièces 182, 11 et 23), même si ces négociations semblent surtout avoir été menées par d'autres que le recourant (pièce 181). Le recourant n'établit toutefois pas le bien-fondé des prétentions susmentionnées, de sorte que l'on peut se rallier à l'avis du premier juge lorsque celui-ci retient ce qui suit : « Les requérants prétendent [...] que ces dépenses, liées aux difficultés qu'ils rencontraient avec la succession, entraient dans la catégorie de celles qui devaient être partagées avec leurs mandants, point de vue qui était d'ailleurs défendu par l'avocat intimé dans un courrier à ses clients. L'intimé n'ayant au surplus pas établi la réalité des prétentions de la succession sur ce point ni l'existence d'âpres négociations, on ne saurait retenir qu'il y a véritablement eu un gain à ce propos ».

E. 7

La quittance pour la comptabilisation de frais privés non justifiés commercialement dans les comptes de T. _____ SA (500'000 francs) Dans son jugement, le premier juge avait considéré que la réalité d'un montant de 500'000 fr. résultant de la décharge complète signée le 25 novembre 2009 par les acheteurs [...] relative aux états financiers intermédiaires au 31 octobre 2009 des sociétés F. _____ SA et T. _____ SA n'avait pas été démontrée par l'avocat V. _____, dans la mesure où il ressortait des pièces que la quittance en question ne semblait pas couvrir les vendeurs A.C. _____ et B.C. _____ pour la gestion des sociétés. Selon le recourant, le premier juge aurait excédé son pouvoir d'appréciation en écartant ce poste du gain de la procédure. Il se fonde à cet égard sur le document intitulé « quittance » signé le 25 novembre 2009 par les acheteurs [...] (pièce 70) donnant décharge complète et définitive en relation avec les états financiers intermédiaires au 31 octobre 2009 des sociétés F. _____ SA et T. _____ SA. Or, comme le relève à juste titre le premier juge, il résulte de diverses pièces (pièces 66 à 73) que cette quittance a été remise en question et qu'elle ne couvrait pas les vendeurs pour la gestion des sociétés. A cela s'ajoute que la réalité du montant des frais privés à hauteur de 500'000 fr. n'est pas établie à satisfaction. Tout ce qu'explique le recourant n'est que sa version de faits non établis et relève du procédé appellatoire. Il n'y a donc aucune constatation inexacte de faits dans ce qu'a retenu le premier juge et ce moyen doit être écarté.

E. 8

L'honoraire de résultat dans le procès [...] à Paris Le recourant persiste à faire valoir un versement de 100'000 fr. (recte : euros) par les Editions [...] à W. _____ SA à titre d'honoraires de résultat dans le cadre du procès [...] à Paris. Le premier juge a considéré que ce versement, contesté par les intimés, n'avait pas été établi. En procédure de recours, le recourant se fonde essentiellement sur plusieurs échanges de correspondance, dont notamment un courrier de Me [...] du 12 novembre 2009 (pièce 189). Selon lui, le jugement entrepris procéderait d'une appréciation critiquable des faits en rejetant l'indemnité [...] du résultat. Force est toutefois de constater que les pièces produites par le recourant ne sont pas suffisamment probantes: elles se limitent à indiquer que la succession A.R. _____ entre en matière à l'époque sur le versement d'une indemnité à titre de reconnaissance du travail accompli. Rien dans le dossier n'établit qu'une telle indemnité a finalement été versée, ni quel serait son montant, ni enfin si on peut établir un lien entre cet élément et les prétentions du recourant dans la présente affaire. Il n'y a dès lors pas eu appréciation erronée des preuves sur ce point.

E. 9

La décharge aux administrateurs et abandon des prétentions en dommages intérêts pour la gestion et les retraits effectués par le débit des comptes détenus à titre fiduciaire depuis 1992 Le recourant soutient que les intimés auraient réalisé une épargne du fait de la renonciation par leur partie adverse à recouvrer ses créances en dommages-intérêts, et de l'extinction des risques de poursuites pénales pour gestion déloyale, abus de confiance et/ou escroquerie, à valoriser par expertise. Sur ce point, le recourant procède par simples affirmations et ne prouve rien. Il n'explique en outre pas en quoi le premier juge aurait violé son pouvoir d'appréciation. Là encore, l'expertise comptable ne pallierait pas l'absence de formulation des prétentions respectives des parties.

E. 10

Le préavis de facturation d'un honoraire de résultat et la situation financière des époux C._____ Les deux derniers moyens du recourant, soit l'existence d'un préavis adressé aux intimés par leur conseil belge en janvier 2009 concernant la possible facturation d'honoraires de résultat d'une part, et la situation financière aisée des intimés d'autre part, ne constituent en aucun cas des motifs qui devraient établir en eux-mêmes le bien-fondé des prétentions du recourant. Au demeurant, le recourant n'expose nullement pour quelle raison le premier juge aurait excédé son pouvoir d'appréciation ou procédé à une constatation arbitraire des preuves sur ces points. c) En résumé, sur tous les points ci-dessus, sauf les points n°3 et 5, le grief du recourant relatif à l'appréciation erronée des preuves et constatation inexacte et incomplète de l'objet du mandat et de son résultat comptable final doit être écarté. 5. a) Dans un second grief, le recourant invoque une violation de l'art. 45 LPAV, en ce sens que le premier juge aurait abusé de son pouvoir d'appréciation lors du rejet de l'honoraire de résultat. Selon lui, les époux C._____ auraient obtenu l'entier de leurs conclusions, à savoir une indemnité nette supérieure à 6'000'000 fr. et la possibilité de conserver l'ensemble des prélèvements à hauteur de 11'000'000 fr. dont la succession de A.R._____ réclamait le remboursement à titre de dommages-intérêts. Ainsi, le résultat obtenu justifierait une prime de résultat de 150'000 fr., qui équivaldrait à l'application d'un tarif horaire moyen final de 470 fr. pour l'ensemble de l'activité déployée. b) Selon l'art. 12 let. e LLCA, l'avocat ne peut pas, avant la conclusion d'une affaire, passer une convention avec son client par laquelle ce dernier accepterait de faire dépendre les honoraires du résultat de l'affaire; il ne peut pas non plus s'engager à renoncer à ses honoraires en cas d'issue défavorable du procès. Comme l'admettent la doctrine et la jurisprudence, seul l'accord aux termes duquel l'avocat fait dépendre sa rémunération exclusivement du résultat du procès (soit le pactum de quota litis) est prohibé par cette disposition; en revanche, le pactum de palmario, selon lequel l'avocat obtient une prime en cas de gain du procès, est admissible (ATF 135 III 259 c. 2.3 ; TF 2A.98/2006 c.2.2 ; Bohnet/Martenet, Droit de la profession d'avocat, 2009, n. 2956). En droit vaudois, l'art. 45 al. 1 LPAV introduit expressément le résultat obtenu parmi les critères à prendre en considération pour fixer les honoraires. La jurisprudence cantonale souligne l'ambiguïté de cet élément, dans la mesure où il pourrait donner à penser qu'il y a une appréciation de la manière dont l'avocat a exécuté son mandat (CMOD 1 er juin 1999/9 c. 2b), alors que le juge modérateur évite précisément de faire une telle appréciation et se limite à taxer des opérations portées en compte au regard des prestations effectivement fournies par l'avocat (JT 1990 III 66, c. 2a; Jomini, Les honoraires et débours de l'avocat vaudois et leur modération, JT 1982 I 2). L'autorité de modération n'a pas la compétence d'examiner les griefs de droit matériel, une

violation éventuelle des obligations du mandataire relevant du seul juge civil ordinaire. Elle assume la fonction d'expert qualifié, chargé de dire si l'appréciation de l'avocat de ses propres prestations est conforme aux critères usuels (CREC II 14 juin 2010/117 c. 3; CREC II 8 octobre 2009/198 c. 3). Le critère du résultat est tout à fait subsidiaire et ne devrait s'appliquer que lorsque le résultat présente un aspect particulier, exceptionnel dans un sens ou dans l'autre; il devrait permettre une correction du prix de l'heure, mais en aucun cas une adaptation des honoraires en proportion avec le résultat (Diagne, La procédure de modération des honoraires de l'avocat, Genève 2012, p. 124, et les références citées ; CMOD 1^{er} juin 1999 c. 2b i.f.). Par ailleurs, le résultat obtenu par l'avocat s'examine sur la base de la procédure telle qu'elle s'est déroulée, et non à partir d'hypothèses qui auraient pu se réaliser (Diagne, loc. cit.). De longue date, le Tribunal fédéral reconnaît qu'il est légitime de tenir compte du résultat obtenu, afin de permettre une compensation entre les affaires compliquées et peu rémunératrices, parce qu'elles portent sur des sommes modiques, d'une part, et les affaires plus faciles qui procurent au client une satisfaction appréciable et rapide, d'autre part (ATF 93 I 116 c. 5a). Ce facteur n'est toutefois pas déterminant: la rétribution ne doit pas rendre onéreux à l'excès le recours à l'avocat qui, s'il n'est pas exigé par la loi, est nécessaire en fait pour la quasi-totalité des justiciables, peu familiarisés avec les règles de la procédure (ibidem). Dans l'arrêt publié aux ATF 135 III 259 le Tribunal fédéral a considéré, dans un cas de recouvrement d'un montant de 90'000'000 fr., qu'à défaut de convention sur le montant des honoraires ou sur la façon de les calculer et lorsque le droit cantonal posant les principes généraux de la rémunération prescrit, comme c'est le cas du droit genevois notamment, de tenir compte du résultat dans ledit calcul, une majoration de ceux-ci est admissible (en l'occurrence 2% du résultat final), même en l'absence d'un pactum de palmario (c. 2.3 et 2.4). On précisera en outre que lorsque le mandat de l'avocat a duré plusieurs années, on ne saurait déduire de l'envoi de notes d'honoraires intermédiaires que l'avocat renonce à des honoraires de résultat; en effet, une augmentation basée sur le résultat ne peut forcément intervenir que lorsque ce dernier a, par hypothèse, été obtenu, ce qui provoque inévitablement que l'avocat revient alors sur les honoraires déjà fixés dans les notes intermédiaires. Dès lors que l'avocat ne donne en aucune manière à penser qu'il renonce à tenir compte du résultat qui sera atteint ou qu'il admet que les comptes sont soldés à une date déterminée, il n'y a pas de sa part une attitude contradictoire constitutive d'abus de droit. On retrouve ces principes appliqués en particulier dans deux affaires récentes dans lesquelles la problématique des honoraires de résultat se posait, qui ont fait l'objet des arrêts CREC 31 janvier 2012/1 et CREC 5 octobre 2012/351. La Chambre de céans y a considéré que la solution retenue dans le cas genevois par la jurisprudence fédérale évoquée plus haut (ATF 135 III 259) ne s'accorde ni avec l'art. 45 al. 1 LPAv, ni avec la jurisprudence du Tribunal cantonal selon laquelle le critère du résultat est tout à fait subsidiaire et devrait uniquement permettre une correction du prix de l'heure mais en aucun cas une adaptation des honoraires en proportion du résultat (CMOD 1^{er} juin 1999 c. 2b; CREC 31 janvier 2012/1 c. 3 ; CREC 5 octobre 2012/351 c. 4.5 a.bb). A cet égard, le Tribunal fédéral a confirmé, sur recours contre l'arrêt du 5 octobre 2012, que l'ATF 135 III 259 n'était pas directement applicable dans le canton de Vaud, mais qu'il laissait au contraire un très large pouvoir d'appréciation au juge modérateur dans la prise en compte des différents critères de fixation des honoraires en l'absence de convention (TF 4A_2013 du 12 juin 2013 c. 3.2.1.4). Pour décider s'il y a eu un résultat présentant un aspect particulier et exceptionnel, il y a lieu de comparer les prétentions initiales des parties et le sort que le jugement, la transaction ou simplement l'abandon ou l'acceptation de

prétentions non formalisées leur a réservé (TF 4P.256/2005 du 18 janvier 2006 c. 3.5). Comme indiqué sous considérant 4b, le fardeau de la preuve du gain obtenu incombe à l'avocat qui réclame des honoraires de résultat. Si une articulation claire desdites prétentions n'a pas eu lieu en procédure judiciaire sous forme de conclusions et n'a pas non plus été présentée au juge de la modération, l'avocat doit en subir les conséquences. c) aa) En l'espèce, on doit admettre avec le premier juge qu'il n'est pas établi que les parties soient convenues de faire dépendre les honoraires du recourant du résultat obtenu. L'hypothèse d'un pactum de palmario ou même d'un pactum de quota litis peut donc être écartée. Toutefois, les critères posés par l'art. 45 al. 1 LPAv et la jurisprudence, tels que rappelés plus haut, ont pour conséquence que l'absence de pacte ne prive pas l'avocat de la faculté de réclamer des honoraires de résultat. bb) Le premier juge a examiné et discuté les arguments que lui avait soumis l'avocat intimé dans la procédure de modération. Il a considéré que ces arguments devaient être écartés et a abouti à la conclusion que la transaction signée par les parties pour clore le litige constituait certes un bon résultat d'ensemble pour les clients de l'intimé, mais que celui-ci ne parvenait pas à établir avoir obtenu un résultat présentant un aspect particulier et exceptionnel. Après analyse du grief de l'appréciation erronée des preuves, il apparaît que l'admission des seules questions du refus de comptabilisation des deux chèques bancaires d'un montant total de 1'235'000 fr. (point n° 3) ainsi que la déduction de l'impôt anticipé de 35% sur le dividende brut de 3'001'384 fr. perçu par les intimés entre 1996 et 2007 (point n° 5), ne suffit pas à constituer des éléments à prendre en considération pour l'évaluation de l'existence d'un gain. En effet, force est de constater que ces deux éléments ne modifient pas fondamentalement l'appréciation retenue par le premier juge. En particulier, faute d'une présentation complète du litige, faute surtout d'éléments permettant d'affirmer que l'une ou l'autre des parties a finalement obtenu gain de cause et que sa prétention n'a pas seulement fait l'objet d'une compensation, le cas échéant tacite, avec une prétention de son adversaire dans le cadre d'un accord global, on ne peut pas conclure à l'existence d'un gain exceptionnel. En effet, comme indiqué plus haut, il ne revient pas au juge de la modération de s'appuyer sur des hypothèses qui auraient pu se réaliser. A cela s'ajoute que, de l'aveu même du recourant (pièce 124, page 12, chiffre 24), celui-ci a agi conjointement avec d'autres avocats, de sorte qu'il n'est pas possible de distinguer la part d'un gain qui devrait être attribuée à sa seule intervention. Le point de vue du juge, selon lequel un gain exceptionnel n'est pas établi, doit ainsi être confirmé. cc) Au regard du prix de vente pour un montant de 5'025'000 fr. des participations dans T. _____ SA, G. _____ SA et F. _____ SA, dont le recourant soutient, comme on l'a déjà exposé aux points n°1 et 2 du considérant 4b, qu'il ne s'agit que d'une indemnité de rupture, on relèvera, outre le fait que cet élément n'a pas été démontré à satisfaction, que le recourant ne craint pas d'avouer que, si ses mandants n'étaient pas titulaires des droits d'auteur et d'exploitation sur l'œuvre de A.R. _____ jusqu'en 2024, il avait néanmoins admis de soutenir le contraire et de « contester la revendication de la veuve de l'auteur (...) en s'appuyant sur l'apparence de propriété résultant de la possession des certificats d'actions » (recours, p. 13), afin de mieux négocier dans le cadre de pourparlers transactionnels le paiement d'une indemnité pour rupture anticipée du contrat de mandat. Le recourant révèle ainsi que le prix de vente de 5'025'000 fr. des participations des époux A.C. _____ dans le capital des trois sociétés ne constituait en réalité qu'une indemnité de rupture (recours, p. 14). Il soutient que ce serait à tort qu'en page 22 de la décision attaquée, le premier juge a retenu, en suivant la thèse des époux A.C. _____, qu'il y avait eu vente d'actions pour 5'025'000 fr. et que le gain obtenu par les vendeurs

n'avait consisté qu'en la reconnaissance du fait qu'ils étaient titulaires de ces titres. Il ressort également de son argumentation que les époux B.C._____, qui n'étaient que mandataires jusqu'en 2009, ne pouvaient pas prétendre à la rémunération d'un mandat jusqu'en 2024, comme l'a retenu le premier juge en page 24 de la décision attaquée, mais tout au plus pour la période de 2004 à 2009. Or, le recourant ne peut pas pour autant mettre en avant le gain exceptionnel que le « prix de vente » susmentionné représente par rapport à une indemnité de rupture de mandat. D'une part, nul ne peut se prévaloir de son propre tort, celui du recourant avocat ayant consisté à soutenir en procédure une thèse qu'il savait infondée. D'autre part, en plaidant longuement et soigneusement que ses mandants étaient légitimes propriétaires des actions puis en soutenant le contraire en modération, le recourant a introduit une confusion qui empêche le juge de la modération de discerner clairement laquelle des parties a obtenu gain de cause dans le cadre de la transaction. Il doit en subir les conséquences, puisque c'est à lui qu'incombe la preuve d'un gain exceptionnel. Par substitution de motifs, il y a lieu de retenir qu'un gain exceptionnel ne ressort pas de la transaction susmentionnée. dd) Par ailleurs, la Cour des poursuites et faillites, dans son arrêt du 13 juillet 2012, a certes considéré que la prime de résultat facturée par le recourant aux intimés « n'[apparaissait] pas d'emblée disproportionnée » ; or cette Cour a examiné la question uniquement au stade de la vraisemblance de la créance, et les considérations émises au sujet des honoraires de résultat, en particulier le raisonnement arithmétique tenu, sont fondées sur le résultat allégué - mais non prouvé - par V._____. Le résultat qui reste contesté par les époux C._____. La Cour des poursuites et faillites relève d'ailleurs elle-même qu'elle « ne peut réexaminer dans le détail la question des honoraires, qu'il appartiendra à l'autorité compétente, déjà saisie par les recourants, de fixer » (CPF 13 juillet 2012/281 c. 2.c.cc). En tout état de cause, la Cour de céans n'est pas liée par les motifs de cet arrêt. ee) Enfin, il y a lieu de souligner que le premier juge, en tenant compte de la jurisprudence fédérale et cantonale, a admis que les tarifs horaires successivement appliqués par le recourant dès juin 2006 soient supérieurs à celui usuellement retenu de 350 fr. (prononcé, cons. VI, p. 17 ss), ceci pour prendre en considération les paramètres prévus à l'art. 45 LPAv, conformément à la jurisprudence rappelée plus haut (CMOD du 1^{er} juin 1999 c. 2b i.f.). Les majorations admises par le premier juge, à 400 fr. pour la période du 30 juin 2006 au 31 juin 2007 (345 heures) et à 450 fr. dès le 1^{er} janvier 2008 (561 heures et 8 minutes) par rapport à un tarif horaire de 350 fr., représentent une majoration totale de 73'430 fr. (soit [345 heures x 50 fr.] + [561 heures et 8 minutes x 100 fr.]). Cela représente manifestement une prise en compte des autres critères prévus à l'art. 45 al. 1 LPAv, notamment le résultat. La référence à la jurisprudence fédérale rendue dans l'affaire genevoise n'est dans ces conditions d'aucun secours au recourant, qui perd de vue que le Tribunal fédéral s'est borné à vérifier que l'interprétation, par une autorité genevoise, d'une règle de droit public genevois (l'art. 34 LPAv-GE) ne contrevenait pas au droit fédéral. La Haute Cour n'a pas considéré que le mode de calcul et les montants retenus par l'autorité genevoise devaient forcément s'imposer. Etant donné le large pouvoir d'appréciation reconnu en la matière à l'autorité cantonale (cf TF 4A_2013 du 12 juin 2013 c. 3.2.1.4), on ne voit pas quel motif commanderait de s'écarter de la jurisprudence rendue par le Tribunal cantonal à propos de l'art. 45 al. 1 LPAv, plus particulièrement en ce qui concerne le critère du résultat. ff) En définitive et au vu de ce qui précède, il convient de retenir, avec le premier juge, que les conventions conclues par les parties, si elles représentent certes un gain pour les clients du recourant, ont toutefois eu pour effet de mettre fin à tous leurs mandats, alors que ceux-ci auraient pu courir jusqu'en 2024 et que, du fait du blocage de

leurs avoirs, ils n'ont plus tiré de revenus de leurs mandats depuis 2005. Le résultat ainsi obtenu ne saurait par conséquent être tenu pour particulier et exceptionnel. Le moyen doit donc être écarté. 6. Au vu de ce qui précède, le recours doit être rejeté et le prononcé confirmé. Les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 3'000 francs (art. 6 et 75 TFJC [tarif des frais judiciaires civils du 28 septembre 2010, RSV 270.11.5]), sont mis à la charge du recourant qui succombe (art. 49 al. 1 LPA-VD). Obtenant gain de cause, les intimés ont droit à des dépens de deuxième instance qu'il convient d'arrêter à 1'200 francs (art. 55 LPA-VD). Par ces motifs, la Chambre des recours civile du Tribunal cantonal, statuant à huis clos, prononce : I. Le recours est rejeté. II. Le prononcé est confirmé. III. Les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 3'000 fr. (trois mille francs), sont mis à la charge du recourant. IV. Le recourant V. _____ doit verser aux intimés A.C. _____ et B.C. _____, solidairement entre eux, la somme de 1'200 fr. (mille deux cents francs), à titre de dépens de deuxième instance. V. L'arrêt motivé est exécutoire. Le président :

La greffière : Du 27 mai 2013 Le dispositif de l'arrêt qui précède est communiqué par écrit aux intéressés. La greffière : Du L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié en expédition complète, par l'envoi de photocopies, à : ■ Me Otto Guth, avocat (pour V. _____), ■ Me Albert J. Graf, avocat (pour A.C. _____ et B.C. _____). La Chambre des recours civile considère que la valeur litigieuse est supérieure à 30'000 francs. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière civile devant le Tribunal fédéral au sens des art. 72 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Dans les affaires pécuniaires, le recours en matière civile n'est recevable que si la valeur litigieuse s'élève au moins à 15'000 fr. en matière de droit du travail et de droit du bail à loyer, à 30'000 fr. dans les autres cas, à moins que la contestation ne soulève une question juridique de principe (art. 74 LTF). Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). Cet arrêt est communiqué, par l'envoi de photocopies, à : ■ Mme le Juge instructeur de la Cour civile du Tribunal cantonal. La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.